

## MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

F. 91 — 239

**17 DECEMBRE 1990.** — Arrêté royal portant agréation de la Centrale générale du Personnel militaire en tant qu'organisation syndicale du personnel militaire des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical

BAUDOUIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, notamment les articles 1er et 12, 4o;

Vu l'arrêté royal du 5 janvier 1982 relatif à l'agrément des organisations syndicales du personnel militaire des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, notamment les articles 1er et 2;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** La Centrale générale du Personnel militaire est agréée comme organisation syndicale pour l'application de la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical.

**Art. 2.** L'organisation syndicale visée à l'article 1<sup>er</sup> n'est pas affiliée à une organisation syndicale représentée au Conseil national du travail.

**Art. 3.** Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 décembre 1990.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,  
G. COëME

BAUDOUIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 18 mars 1838, organique de l'école royale militaire, notamment l'article 12, modifié par la loi du 13 novembre 1974;

Vu la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical, notamment l'article 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 13 juillet 1976;

Vu la loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, notamment l'article 8, modifié par la loi du 13 juillet 1976;

Vu la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées, notamment l'article 10;

Vu la loi du 22 décembre 1989 relative au statut des miliciens, notamment l'article 6;

Vu l'arrêté royal du 8 novembre 1977, relatif aux engagements et aux renagements volontaires en temps de paix, notamment l'article 3, § 1er;

## MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 91 — 239

**17 DECEMBER 1990.** — Koninklijk besluit tot erkenning van de Algemene Centrale van het Militair Personeel als syndicale organisatie van het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeevaart en van de medische dienst

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeevaart en van de medische dienst, inzonderheid op de artikelen 1 en 12, 4o;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 januari 1982 betreffende de erkenning van de syndicale organisaties van het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeevaart en van de medische dienst, inzonderheid op de artikelen 1 en 2;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De Algemene Centrale van het Militair Personeel wordt erkend als syndicale organisatie voor de toepassing van de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeevaart en van de medische dienst.

**Art. 2.** De syndicale organisatie bedoeld in artikel 1 is niet aangesloten bij een syndicale organisatie die vertegenwoordigd is in de Nationale Arbeidsraad.

**Art. 3.** Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 december 1990.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,  
G. COëME

F. 91 — 240

**14 JANVIER 1991.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 28 août 1981 relatif aux critères médicaux d'aptitude et aux examens médicaux d'admission dans les cadres actifs des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical

BAUDOUIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 18 mars 1838, organique de l'école royale militaire, notamment l'article 12, modifié par la loi du 13 novembre 1974;

Vu la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical, notamment l'article 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 13 juillet 1976;

Vu la loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, notamment l'article 8, modifié par la loi du 13 juillet 1976;

Vu la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées, notamment l'article 10;

Vu la loi du 22 décembre 1989 relative au statut des miliciens, notamment l'article 6;

Vu l'arrêté royal du 8 novembre 1977, relatif aux engagements et aux renagements volontaires en temps de paix, notamment l'article 3, § 1er;

N. 91 — 240

**14 JANUARI 1991.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 augustus 1981 betreffende de medische geschikheidscriteria en de medische onderzoeken voor toelating tot de actieve kaders van de land-, de lucht- en de zeevaart en van de medische dienst

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 18 maart 1838, houdende organisatie van de koninklijke militaire school, inzonderheid op artikel 12, gewijzigd bij de wet van 13 november 1974;

Gelet op de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht-, de zeevaart en de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1976;

Gelet op de wet van 27 december 1961 houdende statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeevaart en van de medische dienst, inzonderheid op artikel 8, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1976;

Gelet op de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op de wet van 22 december 1989 betreffende het statuut van de dienstplichtigen, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 november 1977 betreffende de vrijwillige dienstnemingen en wederdienstnemingen in vredes-tijd, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Vu l'arrêté royal du 28 août 1981 relatif aux critères médicaux d'aptitude et aux examens médicaux d'admission dans les cadres actifs des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, modifié par l'arrêté royal du 4 mars 1987;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;  
Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** L'intitulé de l'arrêté royal du 28 août 1981 relatif aux critères médicaux d'aptitude et aux examens médicaux d'admission dans les cadres actifs des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical est remplacé par l'intitulé suivant :

« Arrêté royal relatif au profil médical d'aptitude et à l'examen médical des candidats à l'admission dans les cadres actifs et des miliciens ».

**Art. 2.** A l'article 6 du même arrêté, dont le texte actuel formera le § 1er, il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Est médicalement apte pour exercer une fonction, le milicien qui obtient le profil médical minimum déterminé par le chef de l'état-major général pour cette fonction.

Ce profil minimum ne peut pas être inférieur à :

PSIVCAME  
44444444 ».

**Art. 3.** Dans l'article 10, § 1er, 2<sup>e</sup> du même arrêté les mots « s'il s'agit de candidats sous-officiers et de candidats volontaires temporaires » sont remplacés par les mots « s'il s'agit de candidats sous-officiers, de candidats volontaires temporaires et de miliciens ».

**Art. 4.** Dans l'article 12 du même arrêté les mots « Les candidats visés aux articles 5, § 1er, et 6, » sont remplacés par les mots « Les candidats visés aux articles 5, § 1er, et 6, § 1er, et les miliciens visés à l'article 6, § 2, ».

**Art. 5.** L'article 13, § 1er du même arrêté est complété par un troisième alinéa rédigé comme suit :

« Lorsque pendant la durée du service du milicien, le médecin estime que celui-ci ne possède plus le profil médical minimum requis, il le met en observation dans une institution militaire médicale spécialisée en vue de sa réforme éventuelle. ».

**Art. 6.** Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 janvier 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,  
G. COëME

F. 91 — 241

**14 JANVIER 1991. — Arrêté royal  
relatif aux épreuves de sélection des miliciens**

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 décembre 1989 relative au statut des miliciens, notamment l'article 6;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;  
Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les épreuves de sélection visées à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 22 décembre 1989 relative au statut des miliciens comprennent :

- 1<sup>o</sup> un questionnaire autobiographique;
- 2<sup>o</sup> une série de test psychotechniques;
- 3<sup>o</sup> un interview pour l'établissement de la synthèse des sélections médicale et psychotechnique.

Gelet op het koninklijk besluit van 28 augustus 1981 betreffende de medische geschiktheidscriteria en de medische onderzoeken voor toelating tot de actieve kaders van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, gewijzigd bij koninklijk besluit van 4 maart 1987;

Gelet op het advies van de Raad van State;  
Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het opschrift van het koninklijk besluit van 28 augustus 1981 betreffende de medische geschiktheidscriteria en de medische onderzoeken voor toelating tot de actieve kaders van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst wordt vervangen door het volgend opschrift :

« Koninklijk besluit betreffende het medisch geschiktheidsprofiel en het medisch onderzoek van de kandidaten voor toelating tot de actieve kaders en en de dienstplichtigen ».

**Art. 2.** In artikel 6 van hetzelfde besluit, waarvan de tegenwoordige tekst § 1 zal vormen, wordt een § 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2. Is medisch geschikt om een functie te vervullen, de dienstplichtige die het door de chef van de generale staf voor die functie bepaalde minimum medisch profiel behaalt.

Dit minimum medisch profiel mag niet lager zijn dan :  
PSIVCAME  
44444444 ».

**Art. 3.** In artikel 10, § 1, 2<sup>e</sup> van hetzelfde besluit worden de woorden « indien het gaat om kandidaat-onderofficieren en om kandidaat tijdelijke vrijwilligers » vervangen door de woorden « indien het gaat om kandidaat-onderofficieren, om kandidaat-tijdelijke vrijwilligers en om dienstplichtigen ».

**Art. 4.** In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de woorden « De kandidaten bedoeld bij de artikelen 5, § 1, en 6, » vervangen door de woorden « De kandidaten bedoeld in de artikelen 5, § 1, en 6, § 1, en de dienstplichtigen bedoeld in artikel 6, § 2, ».

**Art. 5.** Artikel 13, § 1 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een derde lid luidend als volgt :

« Wanneer de geneesheer tijdens de diensttermijn van de dienstplichtige oordeelt dat deze niet meer het vereiste minimum medisch profiel bezit, plaatst hij hem met het oog op de eventuele op reformstelling in observatie in één gespecialiseerde militaire medische inrichting ».

**Art. 6.** Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 januari 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,  
G. COëME

N. 91 — 241

**14 JANUARI 1991. — Koninklijk besluit  
betreffende de selectieproeven van de dienstplichtigen**

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 december 1989, betreffende het statuut van de dienstplichtigen, inzonderheid op het artikel 6;

Gelet op het advies van de Raad van State;  
Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De selectieproeven bedoeld in artikel 6, § 1, van de wet van 22 december 1989, betreffende het statuut van de dienstplichtigen omvatten :

- 1<sup>o</sup> een autobiografische vragenlijst;
- 2<sup>o</sup> een reeks van psychotechnische testen;
- 3<sup>o</sup> een interview voor het opstellen van de synthese van de medische en psychotechnische selecties.